

**ARRÊTÉ 2025-DCAT-BEPE- 212**

du **11 JUIN 2025**

**complémentaire modifiant l'arrêté préfectoral cadre DCAT/BEPE/n°2022-93 du 11 mai 2022 modifié réglementant les ateliers exploités par la société Arkema France, situés sur la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold ;**

**LE PRÉFET DE LA MOSELLE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** le décret du 16 janvier 2023 portant nomination de M. Richard Smith, secrétaire-général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral DCL n° 2025-A-45 du 19 mai 2025 portant délégation de signature en faveur de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2012-DLDP/BUPE-295 du 11 mai 2012 modifié autorisant la société Arkema à exploiter deux ateliers de fabrication d'acrylate de diméthylaminoéthyle sur son site de Carling/Saint-Avold dénommés P5 et P6 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral cadre DCAT/BEPE/n°2022-93 du 11 mai 2022 modifié réglementant les ateliers exploités par la société Arkema France, situés sur la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold ;
- Vu** la notice de réexamen de l'atelier « ADAME » de mars 2022 transmise par courrier du 31 mars 2022 ;
- Vu** l'étude de dangers de l'atelier « ADAME » de juillet 2022 transmise par courrier du 12 juillet 2022 ;

- Vu** les modifications apportées à l'étude de dangers de l'atelier « ADAME » transmise par courrier référencé 064/2024/L SA du 24 novembre 2024 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du 13 mars 2025 ;
- Vu** le courrier préfectoral du 22 mai 2025 informant la société Arkema France des prescriptions complémentaires envisagées et le projet d'arrêté préfectoral correspondant ;
- Vu** la réponse formulée par la société Arkema France par courriel du 05 juin 2025

**Considérant** les conclusions de la notice de réexamen de l'étude de dangers de l'atelier « ADAME » de mars 2022 susvisée, celles de l'étude des dangers de l'atelier « ADAME » de juillet 2022 susvisée et celles de la note du 24 novembre 2024 susvisée ;

**Considérant** qu'il y a lieu de rendre opposable les mesures de maîtrise des risques ainsi que les barrières de sécurité mentionnées ces 3 documents ;

**Considérant** qu'il est nécessaire d'abroger certaines prescriptions car elles sont déjà imposées par l'arrêté préfectoral cadre DCAT/BEPE/n°2022- 93 du 11 mai 2022 modifié susvisé ou l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2022-76 du 21 avril 2022 susvisé ;

**Considérant** qu'il est nécessaire d'abroger les dispositions de l'article 1.6.4.2 relatives à la cessation d'activité de l'atelier de production P7 qui a été démantelé ;

**Considérant** qu'un avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas requis ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société Arkema France (n° SIREN : 319 632 790), dont le siège social est situé, 420 rue d'Estienne d'Orves à Colombes (92705) est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'atelier de fabrication d'ADAME situé sur le territoire des communes de Saint-Avoid et de L'Hôpital.

### **Article 2 :**

Les dispositions du chapitre 1.6 de l'arrêté préfectoral n°2012-DLP/BUPE-295 du 11 mai 2012 modifié susvisé sont modifiées et abrogées par les dispositions suivantes :

« Chapitre 1.6 Modifications, mise à jour et réexamen, cessations d'activité

En complément des dispositions du chapitre 1.5 de l'arrêté préfectoral cadre DCAT/BEPE/n°2022-93 du 11 mai 2022 modifié susvisé,

Article 1.6.1 Réexamen quinquennal de l'étude de dangers

L'exploitant procède au réexamen quinquennal de son étude de dangers « ADAME ».  
La notice de réexamen est conforme à l'avis du 8 février 2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers susvisé.

Sauf prescription contraire, les installations sont exploitées conformément à :

- l'étude de dangers « ADAME » de juillet 2022 susvisée
- la note référencée 064/2024/L SA du 24 novembre 2024 susvisée

et sont équipées des mesures de maîtrise des risques listées dans l'étude de dangers et la note susvisées.

En outre, les barrières de sécurité permettant l'exclusion de phénomènes dangereux ou permettant la décote de la probabilité des événements initiateurs pris en compte dans l'évaluation de la probabilité des scénarios d'accidents majeurs sont mises en œuvre conformément à l'étude de dangers et la note susvisée.

L'exploitant procède au réexamen quinquennal de son étude de dangers « ADAME » avant le 31 juillet 2027.

### **Article 3 :**

Les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral n°2012-DLP/BUPE-295 du 11 mai 2012 modifié susvisé sont abrogées :

- chapitre 1.5
- chapitre 1.7
- titre 2
- chapitre 3.1
- article 3.2.1
- article 7.1.3
- chapitre 7.2
- article 7.3.1
- article 7.3.3.4
- article 7.3.4

### **Article 4 :**

Les dispositions de l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral n°2012-DLP/BUPE-295 du 11 mai 2012 modifié susvisé sont modifiées et abrogées par les dispositions suivantes :

#### **« Article 7.3.2 Domaine de fonctionnement sûr des procédés »**

En complément des dispositions de l'article 8.7.3 de l'arrêté préfectoral cadre DCAT/BEPE/n°2022-93 du 11 mai 2022 modifié susvisé, les installations sont notamment exploitées dans le respect des dispositions suivantes :

- Les organes de liaison (tuyauteries ...) sont équipés de telle sorte qu'un sinistre survenant dans un atelier ADAME ne puisse se communiquer à l'autre atelier ADAME. Chaque atelier dispose de son propre réseau d'évents.
- La globalité des installations et des ateliers est placée sur une aire étanche reliée à une fosse déportée munie d'un déversoir de mousse actionnable en cas d'épandage de produits chimiques normalement contenus dans les appareils de production.

- Les dispositifs de protection contre les risques de surpression interne ou de dépression (soupapes, disques de rupture, ... etc.) sont dimensionnés conformément aux règles et normes en vigueur. Les justificatifs sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
- Les échappements à l'atmosphère sont collectés de manière à limiter le risque de formation d'une atmosphère explosible. »

#### **Article 5 :**

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Saint-Avold et de L'Hôpital et pourra y être consultée par toute personne intéressée.

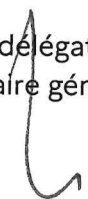
Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché pendant une durée minimum d'un mois dans la mairie des communes susvisées. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de la commune susvisée et adressé à la préfecture.

Le présent arrêté sera publié sur le portail internet des services de l'État en Moselle (*publications – publicité légale installations classées et hors installations classées – Arrondissement de Forbach – Boulay-Moselle*) pendant une durée minimale de 4 mois.

#### **Article 6 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est, les maires de Saint-Avold et de L'Hôpital sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur de la société Arkema France et au sous-préfet de Forbach – Boulay-Moselle.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général



Richard Smith

#### **Voies et délais de recours**

En application de l'article R.181-50 et R.181-51 du code de l'environnement :

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R 181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans les délais susmentionnés.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

